



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORREZE

ARRETE PREFECTORAL N° 19-2015-00097

**PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
RELATIF A L'AUTORISATION DE VIDANGE
D'UN PLAN D'EAU
COMMUNE DE MANSAC**

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, partie législative ;

VU les articles R 214-1 à R 214-5, R 214-32 à R 214-56 du Code de l'Environnement, partie réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2015 portant délégation de signature à M. Laurent Cyrot, Directeur Départemental des Territoires de la Corrèze par intérim ;

VU l'arrêté du 21 avril 2015 portant subdélégation de signature à M. Stéphane Lac, chef du service environnement, police de l'eau et risques,

VU le procès verbal de reconnaissance d'eau close délivré le 18 mars 2002 à Monsieur VERLHAC Raymond demeurant à «Lachèze» 19520 MANSAC ;

VU la déclaration de changement de propriétaire reçue le 17 décembre 2014 au bénéfice de Monsieur VERLHAC André François ;

Considérant la nécessité de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en conformité avec le SDAGE Adour Garonne ;

Considérant que les vidanges régulières de plans d'eau réduisent les impacts de ces derniers sur le milieu naturel ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Corrèze ;

ARRETE :

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration :

Il est donné acte à Monsieur VERLHAC André François demeurant à Puymorel 19600 Saint pantaléon de Larche ; en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, que la vidange du plan d'eau N°191242600 situé au lieu dit «La Chaise», commune de MANSAC (masse d'eau FRFR 904) est autorisée. L'opération de vidange respectera les prescriptions énoncées aux articles suivants. Cette opération entre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. La rubriques concernées de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

Caractéristiques	Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
Usage : Plan d'eau	3.2.4.0. 2°I	<i>Vidanges de plans d'eau dont la hauteur du barrage de retenue est inférieure à 10 m ou le volume stockée inférieur à 5 000 000 m³ et la superficie supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 du même code.</i>	Déclaration	27-08-1999 ATEE9980256A

Article 2 : Prescriptions générales :

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent arrêté.

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3 : Prescriptions spécifiques concernant la vidange :

La vidange du plan d'eau doit avoir lieu au moins une fois tous les trois ans, sauf cas de force majeure.

Les eaux de vidange s'écoulant directement, ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, **la vidange d'un plan d'eau est interdite pendant la période du 1er décembre au 31 mars.**

Le Service Police de l'Eau sera informé **au moins quinze jours à l'avance** de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau.

Le remplissage du plan d'eau doit avoir lieu en dehors de la période allant du 15 juin au 30 septembre. Il sera progressif de façon à maintenir à l'aval du plan d'eau un débit minimal permettant la vie, la circulation et la reproduction des poissons.

Le débit réservé, qui correspond au 1/10^{ème} du module doit être maintenu strictement lors du remplissage.

Le Service Police de l'Eau se réserve le droit de modifier les présentes conditions de vidange.

Le cours d'eau situé à l'aval du plan d'eau ne doit subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de sédiments. **Un dispositif efficace de décantation permettant de retenir les sédiments en fin de vidange doit être mis en place à l'initiative du permissionnaire : réalisation d'un bac de décantation en sortie de dispositif de récupération des poissons ou épandage des eaux boueuses de vidange par déviation de ces eaux sur l'une des deux berges de la rigole de vidange (mise en place de déflecteurs ou d'un tuyau en sortie de pêcherie).**

Tout incident doit être déclaré immédiatement au Service Police de l'Eau.

Lors des vidanges, un système de récupération du poisson muni de grilles métalliques réglementaires doit être mis en place en sortie de vidange de manière à permettre la capture de tous les poissons et crustacés. Ces grilles sont munies de barreaux verticaux dont l'espacement ne doit pas être supérieur à 10 millimètres.

Les espèces indésirables (poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Californie, écrevisse de Louisiane...) doivent être détruites. Dans ce cas, la vidange doit être suivie d'un assec de l'étang afin de procéder à leur élimination définitive. Le Service Police de l'Eau doit être informé et fixera la durée de cet assec. La remise en eau suite à cet assec prolongé sera conduite comme pour une première mise en eau. Toutes les précautions d'usage doivent être prises afin que les matériaux présents dans la digue puissent se recharger lentement en eau et ainsi éviter tout risque de rupture.

Le présent arrêté vaut accord tacite de déclaration, pour les vidanges à venir.

Article 4 : Voies et délais de recours :


Dans un délai de deux mois, à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R421-1 du code de justice administrative à compter de son affichage à la mairie de la commune de Mansac.

Article 5: Exécution :

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le sous-préfet de Brive,
Le maire de la commune de Mansac,
Le Directeur Départemental des Territoires de la Corrèze ;
Le chef du service départemental de l'ONEMA,
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Corrèze,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

TULLE, le 19 mai 2015

Pour le préfet et par délégation, 
Pour le Directeur départemental des territoires par intérim
et par subdélégation,
Le Chef du service environnement, police de l'eau, risques,


Stéphane LAG

